|  |
| --- |
| **MODÈLE D’ARRÊTÉ DE LICENCIEMENT DANS L’INTERÊT DU SERVICE POUR CAUSE DE ……………………. (*indiquez le motif[[1]](#footnote-1)*)**  **D’UN AGENT CONTRACTUEL DE DROIT PUBLIC** |

Le Maire (*Président*) de ……………………….

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988, notamment ses articles 39-3 et suivants,

Vu la délibération en date du …... créant l’emploi de ……………………………,

Vu le contrat en date du ………………, recrutant M.Mme…………………….. en qualité de …………………… contractuel de droit public, à compter du …………….. pour une durée de……. pour assurer les fonctions de …………………………….,

Vu l'avis de la Commission Consultative Paritaire en date du ……………………....

*Considérant la disparition du besoin ou la suppression d’emploi,*

**Ou**

*Considérant la transformation du besoin ou de l’emploi,*

**Ou**

*Considérant le recrutement d’un fonctionnaire,*

**Ou**

*Considérant votre refus d’une modification d’un élément substantiel du contrat,*

Considérant la convocation du ../../20.. à l’entretien préalable notifié le ../../20.. rappelant à l’agent son droit à communication de dossier et celui de se faire assister par un ou plusieurs conseils de son choix,

Considérant que M. ………… a consulté son dossier le

Considérant l’entretien préalable en date du……………………, en présence de (*nom/prénom/fonction*) ………………………………. (*si l’agent était accompagné d’un conseil*)

**OU**

*Vu votre lettre du ……………sollicitant un reclassement dans un autre emploi*

*Considérant l’absence de poste de reclassement,*

**OU**

*Considérant votre refus d’être reclassé par votre lettre du ………………*

**OU**

*Considérant l’absence de demande de reclassement,*

**OU**

*Considérant l’impossibilité de réemploi de l’agent à l’issue d’un congé sans rémunération*

*Considérant qu’il n’y a pas d’obligation de reclassement pour ce motif de licenciement,*

Considérant l’entretien préalable en date du …………………en présence de (nom/prénom/fonction) …………………………………. (si l’agent était accompagné d’un conseil),

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** :

Le licenciement dans l’intérêt du service pour cause de ………… (indiquez le motif1) est prononcé à l’encontre de M.Mme……………………………, agent contractuel de droit public recruté en qualité de ……………….…………(*grade*), à compter du …………………………… (*date de licenciement / attention à respecter le délai de préavis et bien tenir compte des droits à congés annuels restant à courir avant de prononcer le licenciement*).

**ARTICLE 2** :

M.Mme…………………. percevra une indemnité de licenciement égale à …………….……...….. €.

**ARTICLE 3** :

Le Directeur Général des services (le Secrétaire de Mairie ou le Directeur) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée :

- À la Président du Centre départemental de Gestion,

- Au Comptable de la collectivité.

Fait à ………..… le ………….….

Le Maire (ou le Président),

(Prénom, nom lisibles cachet et signature)

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié à l’agent le ..................................... Signature de l’agent :

1. Disparition du besoin ou suppression d’emploi / transformation du besoin ou de l’emploi / recrutement d’un fonctionnaire / refus d’une modification d’un élément substantiel du contrat / impossibilité de réemploi de l’agent à l’issue d’un congé sans rémunération [↑](#footnote-ref-1)